



LES RELATIONS MAROC-UNION EUROPEENNE A L'AUNE DES NOUVELLES DONNES REGIONALES

**MOHAMMED TAWFIK MOULINE
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INSTITUT ROYAL DES ETUDES STRATÉGIQUES**

8^{ème} Rencontre Scientifique Maroc-Union européenne

RABAT, 19 JUIN 2012



SOMMAIRE

- 1. EVOLUTION DES ECHANGES ENTRE LE MAROC ET L'UNION EUROPÉENNE**
- 2. LES RELATIONS MAROC-UNION EUROPÉENNE À L'ÉPREUVE DES NOUVELLES RÉALITÉS RÉGIONALES ET INTERNATIONALES**
- 3. PERSPECTIVES EURO-MÉDITERRANÉENNES : QUEL RÔLE POUR L'EUROPE ET POUR LE MAROC ?**



1. EVOLUTION DES ECHANGES ENTRE LE MAROC ET L'UNION EUROPÉENNE

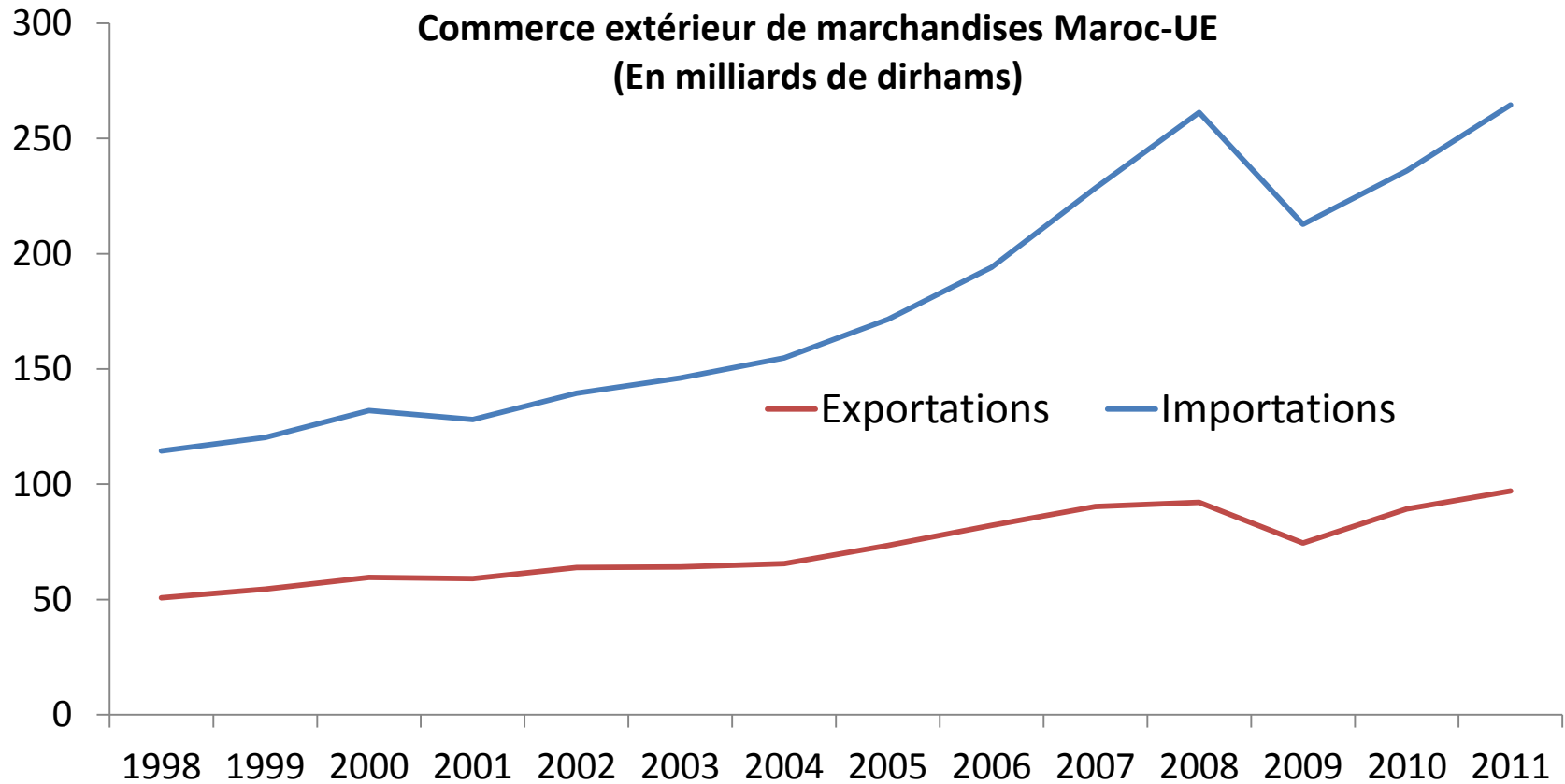


1.1. Aperçu global

- ❖ Progression régulière des échanges commerciaux du Maroc avec l'Union européenne (UE) :
 - Exportations marocaines vers l'UE passant de 60 milliards de dirhams en 2000 à 97 milliards de dirhams en 2011; Importations marocaines en provenance de l'UE progressant de 72 milliards de dirhams à 167 milliards de dirhams sur la même période.
 - Dynamique des recettes voyages en provenance de l'UE (16 milliards de dirhams en 2000 à 41 milliards de dirhams en 2009) et des transferts des Marocains résidents dans les pays de l'UE (20 milliards de dirhams à 43 milliards de dirhams entre 2000 et 2010).
 - Prépondérance des investissements directs européens reçus par le Maroc (80% en moyenne du total des IDE reçus entre 2000 et 2010).



1.2. Commerce extérieur

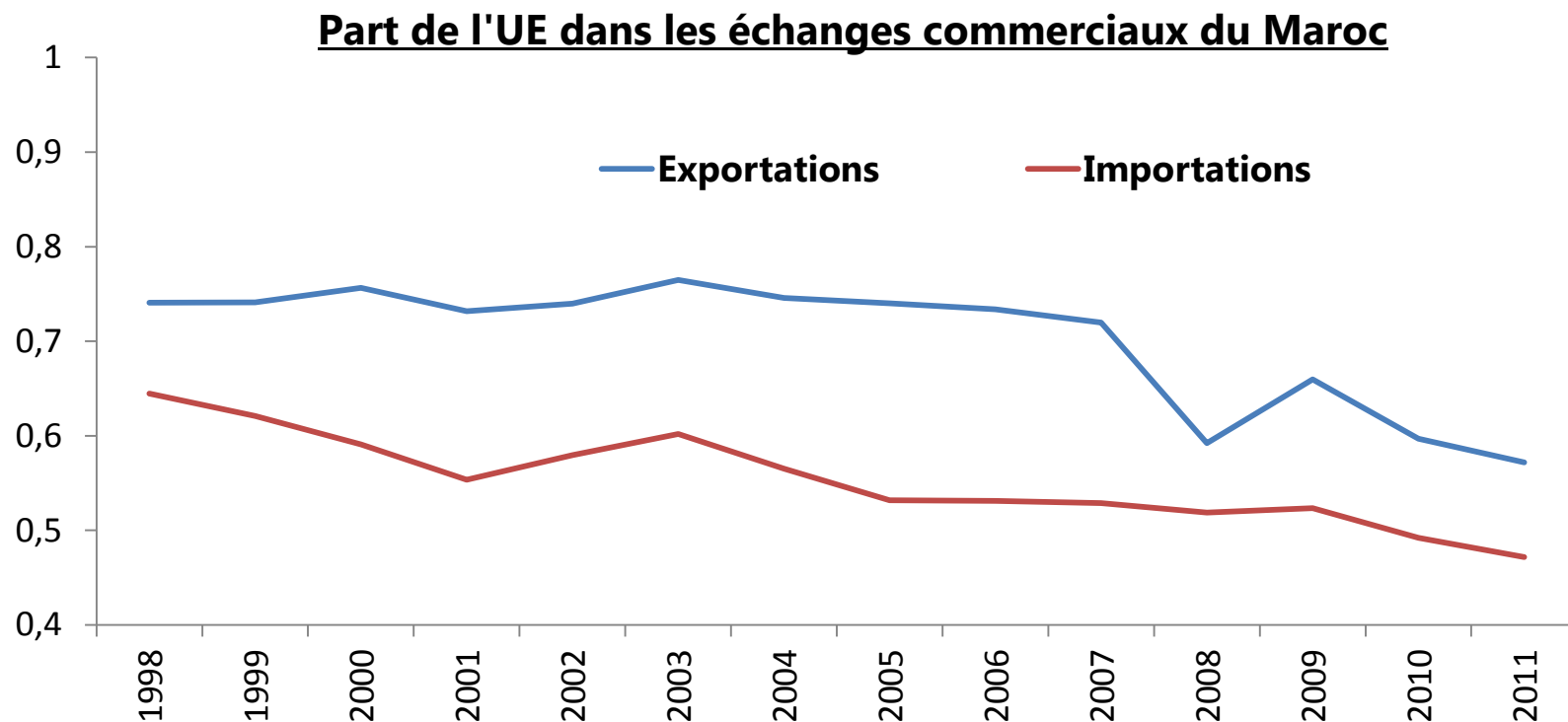


Source : Office des Changes



1.2. Commerce extérieur (suite 1)

- Une baisse de la part de l'UE dans les échanges extérieurs du Maroc, corollaire d'une diversification progressive des débouchés extérieurs (de 75% en 2000 à 57% en 2011) et des sources d'approvisionnement du Maroc (de 60% en 2000 à 47% en 2011).

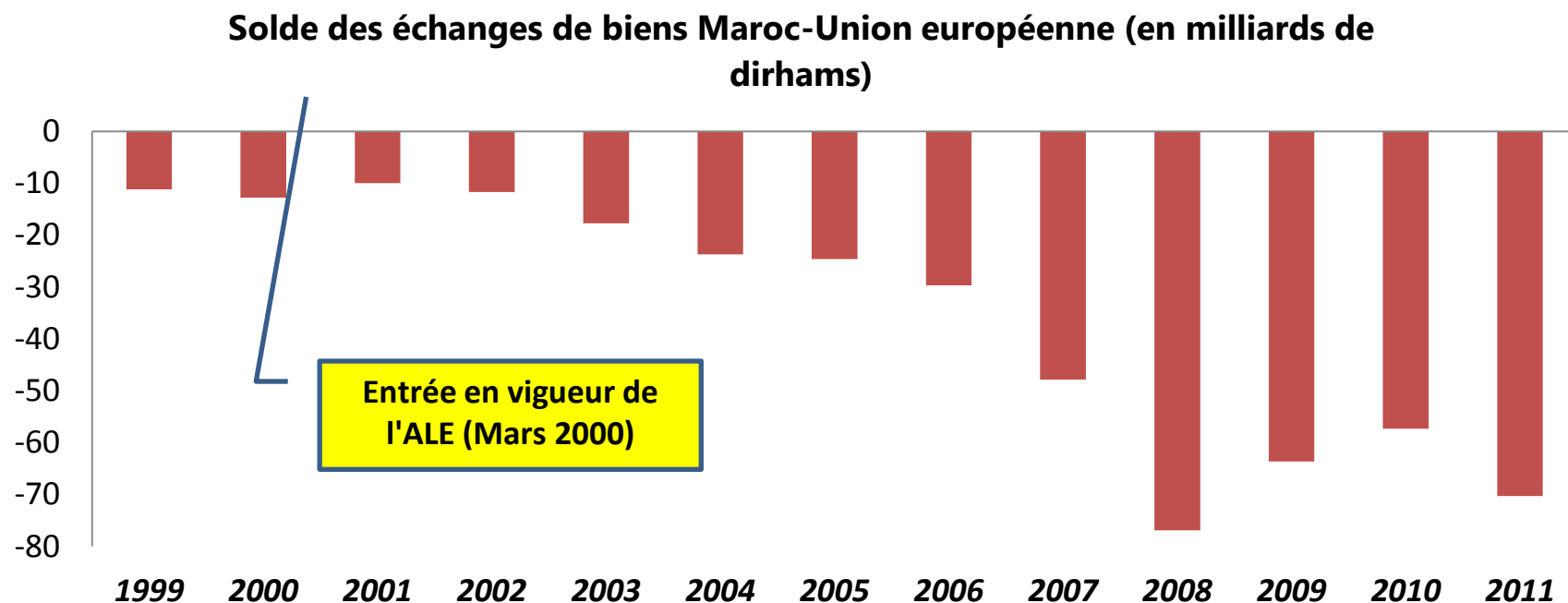


Source: Office des Changes



1.2. Commerce extérieur (suite 2)

- ❖ Malgré leur dynamique, les échanges commerciaux Maroc-UE sont marqués par un déficit chronique en défaveur du Maroc (évolution du solde commercial avec l'UE de 13 milliards de dirhams en 2000 à 70 milliards de dirhams en 2011).

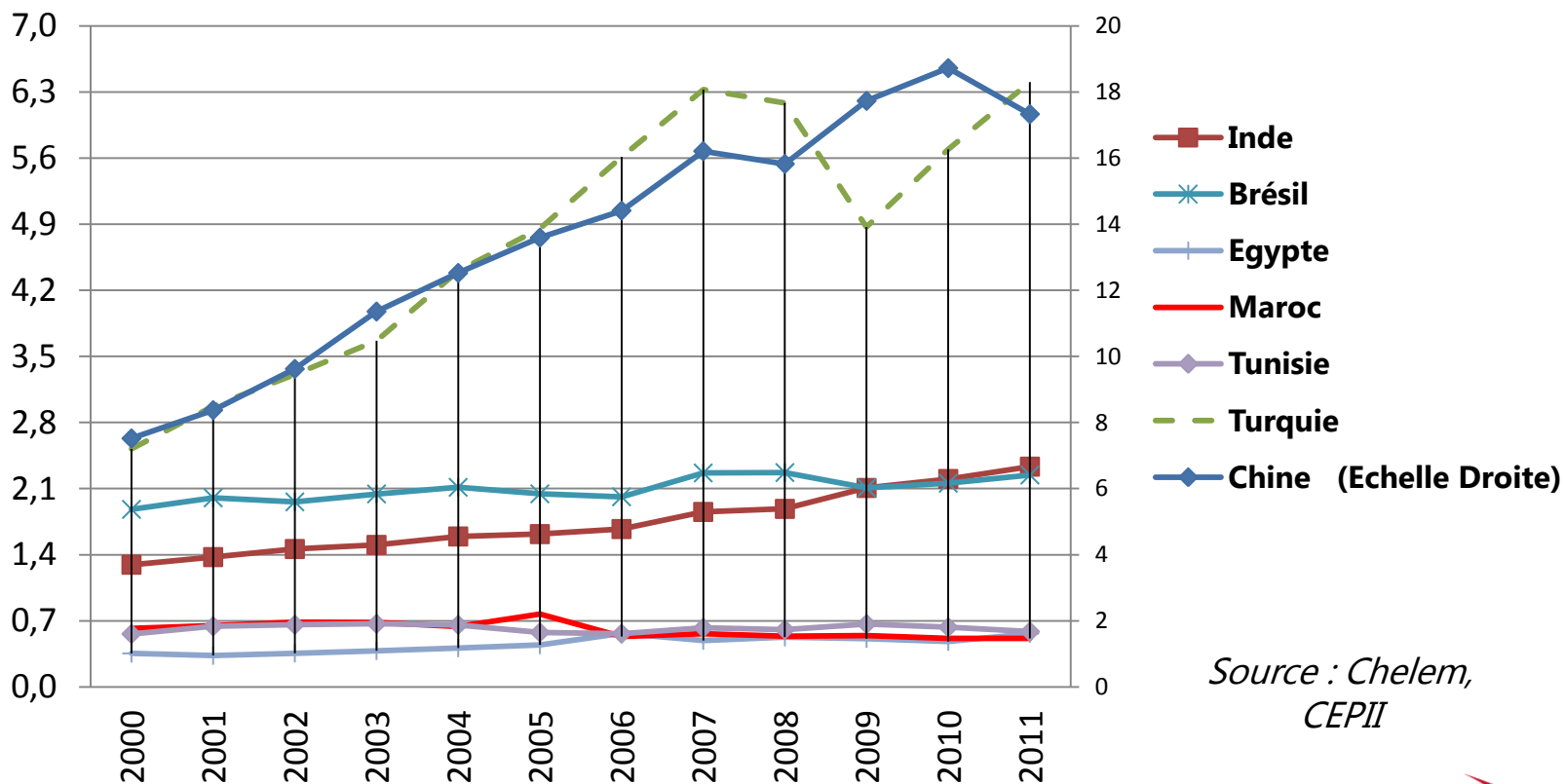


Source : Office des Changes



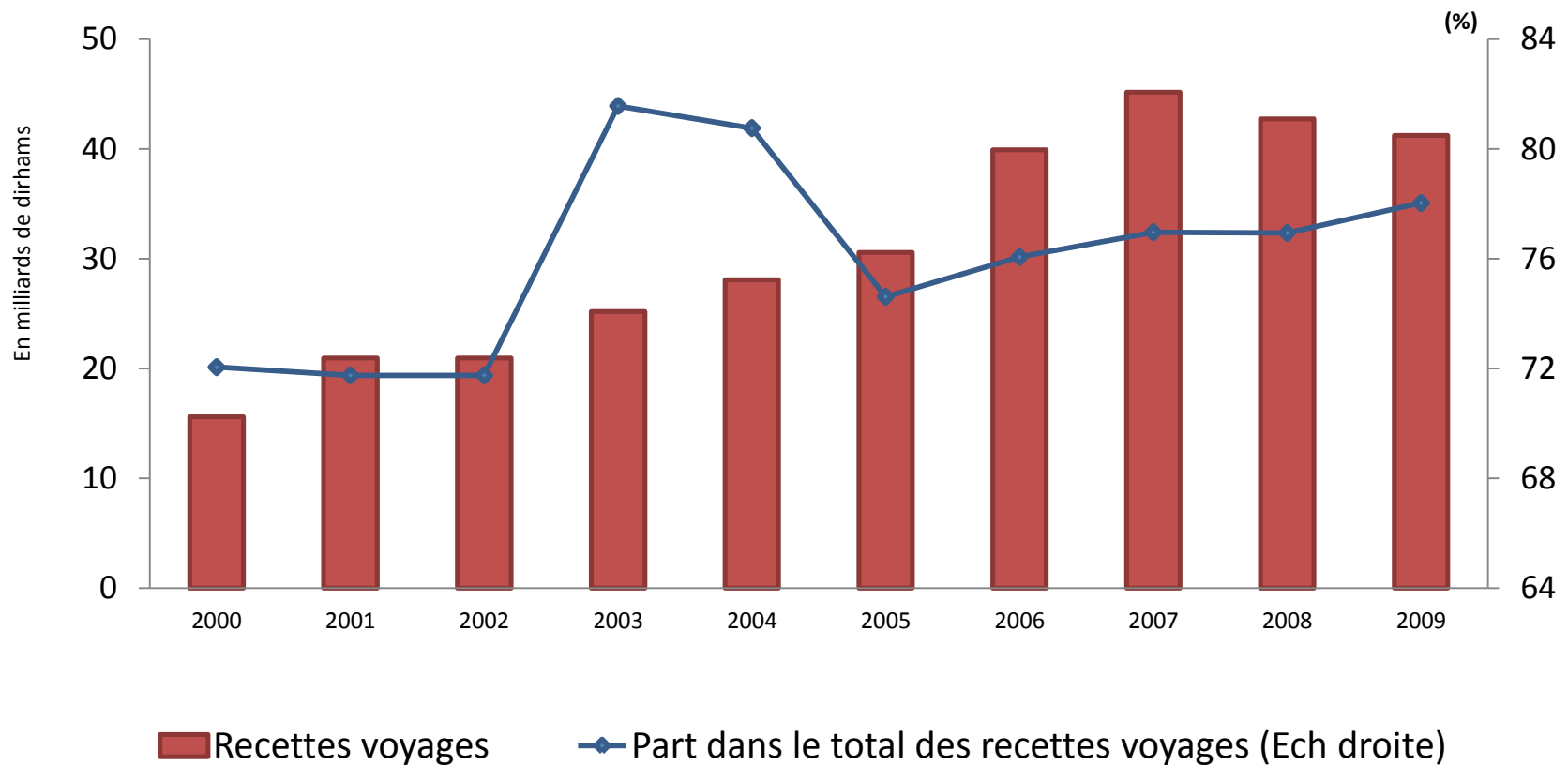
1.2. Commerce extérieur (suite 3)

- Une part de marché détenue par le Maroc en baisse et globalement faible, contrastant avec les performances enregistrées par certains pays émergents d'Asie et d'Amérique latine et par celles de certains pays méditerranéens (Turquie, notamment).



1.3. Recettes voyages

Evolution des recettes voyages en provenance de l'Union Européenne

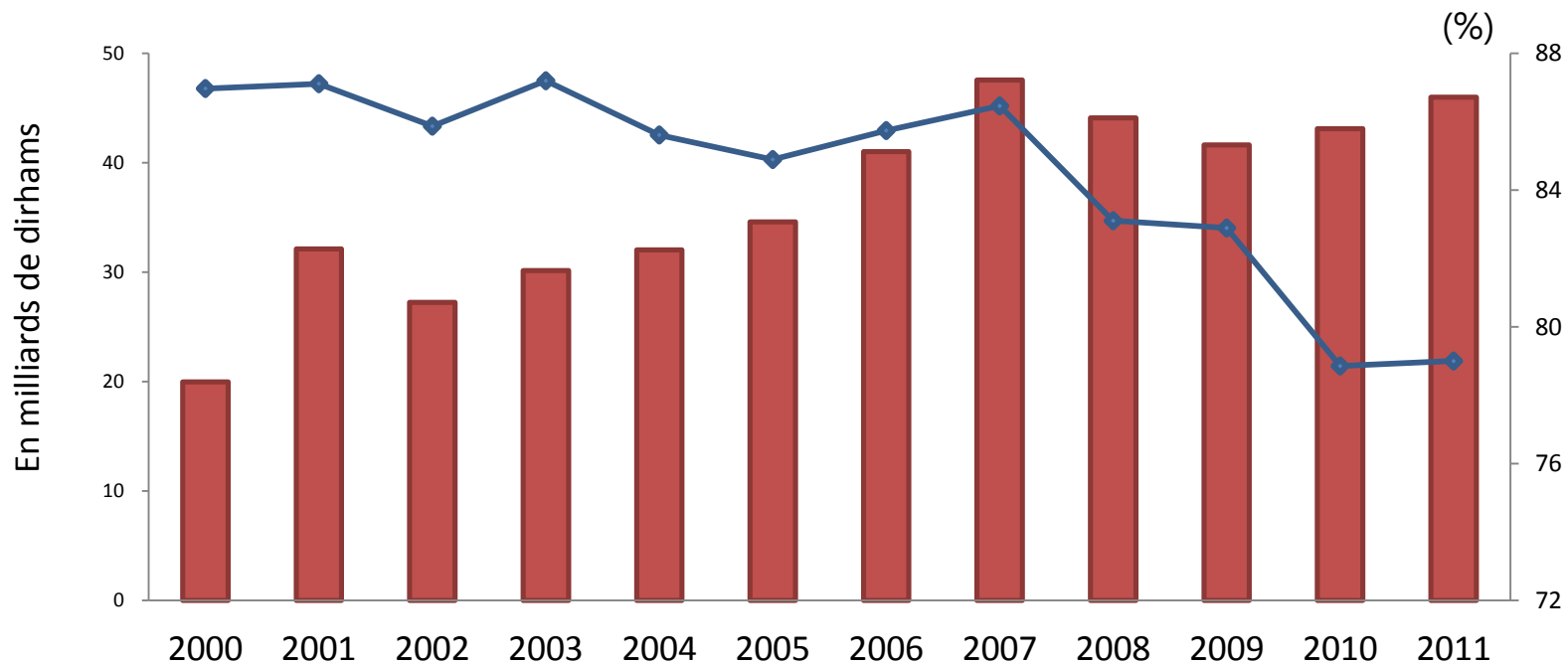


Source: Office des Changes



1.4. Transferts des marocains résidant à l'étranger

Evolution des recettes des marocains résidant dans l'Union Européenne



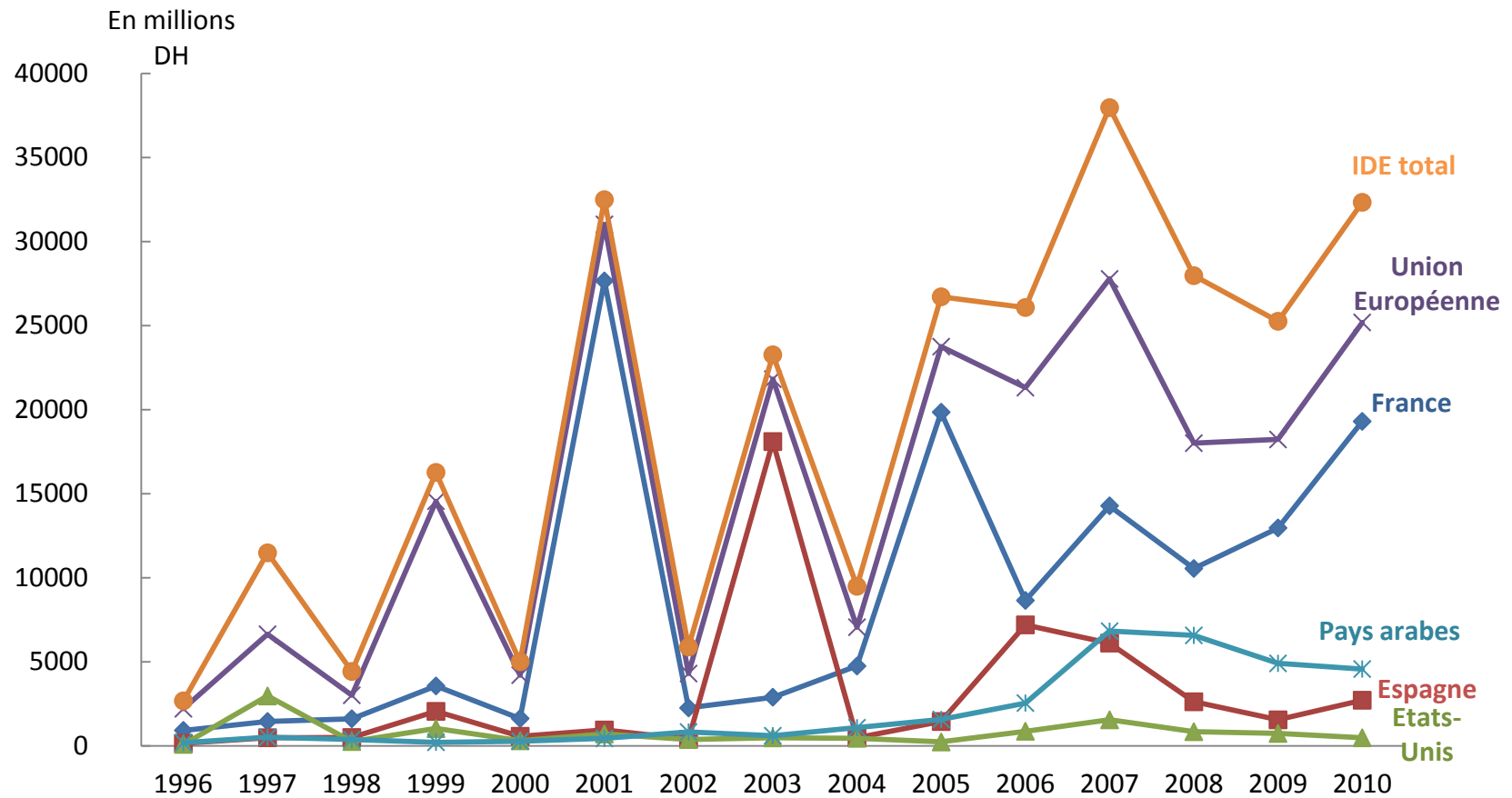
(*) 2011 : Chiffres provisoires

■ Recettes des marocains résidents dans l'UE ◆ Part dans le total des recettes des MRE (Ech droite)

Source : Office des Changes



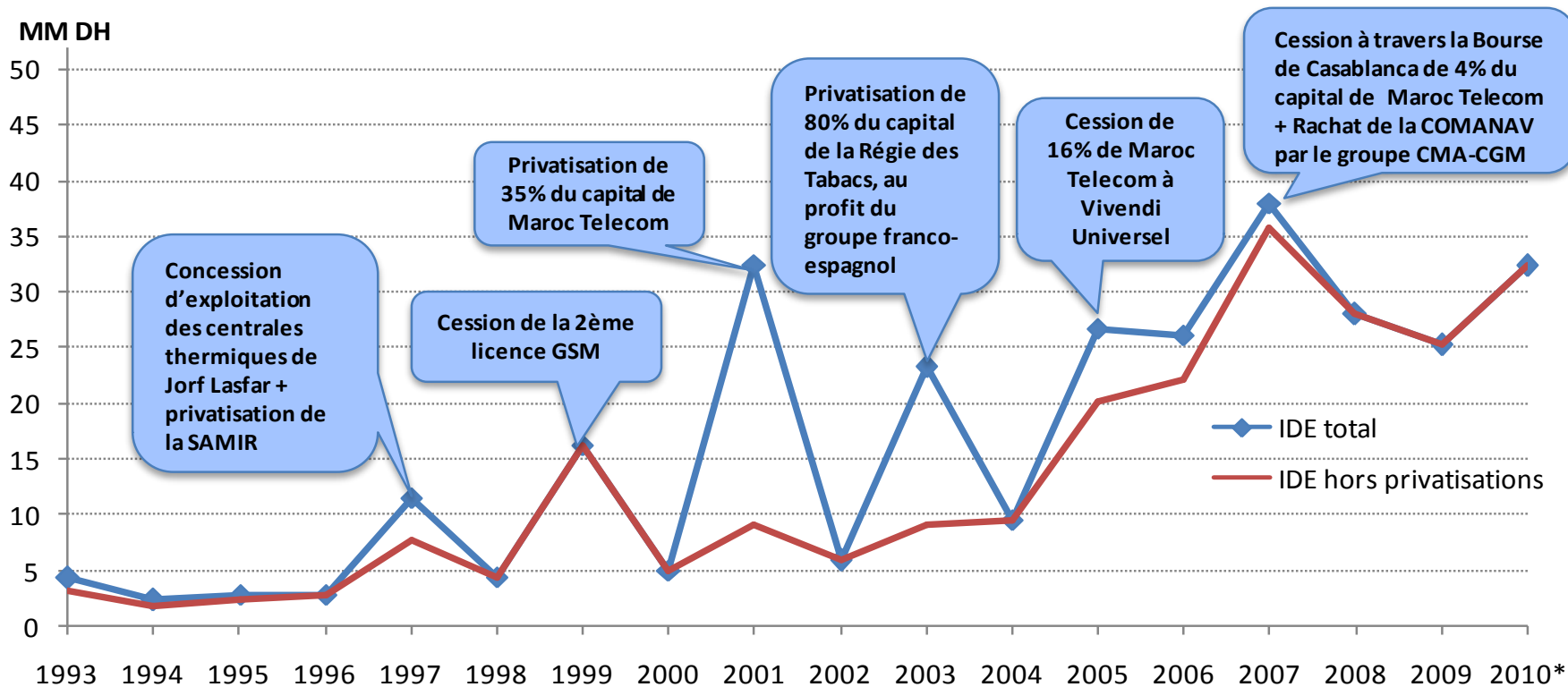
1.5. Investissements directs étrangers



Source : Office des Changes



1.5. Investissements directs étrangers (Suite 1)



Source : Office des Changes

* Chiffre provisoire

- Participation de grandes entreprises européennes aux opérations de privatisation au Maroc (Vivendi, Altadis, CMA-CGM...).



2. LES RELATIONS MAROC-UNION EUROPÉENNE À L'ÉPREUVE DES NOUVELLES DONNES RÉGIONALES



2.1. Contexte régional

- ❖ Le contexte régional des relations Maroc-Union européenne est marqué, aujourd'hui, par deux évolutions majeures : la crise de la dette souveraine en Europe et l'instabilité sociopolitique dans certains pays sud-méditerranéens.
- ❖ Ces évolutions ne sont pas sans conséquences pour le Maroc et ce, à travers, au moins trois canaux de transmission majeurs :
 - ✓ Une contraction de la demande extérieure adressée au Maroc ;
 - ✓ Une hausse de l'aversion au risque inhérent à la région, affectant l'attractivité du Maroc aux investisseurs directs étrangers et aux flux touristiques ;
 - ✓ Une résurgence des préoccupations sécuritaires, en lien avec le développement des activités illicites dans la région du Sahel (terrorisme, crime organisé, trafic de drogue...).



2.2. Morosité de la situation économique en Europe, affectant les perspectives de l'économie marocaine

- L'Europe traverse l'une des crises les plus graves de son histoire moderne. Loin d'être une simple crise d'endettement, cette crise est d'ordre structurel puisqu'elle interpelle l'avenir du modèle de l'intégration économique et monétaire en Europe et reflète une baisse de la compétitivité de celle-ci (désindustrialisation de plusieurs pays européens, à l'exception de l'Allemagne) :
 - Dégradation des perspectives économiques de la zone euro, notamment dans certains pays partenaires clés du Maroc, en l'occurrence l'Espagne (contraction du PIB de -1,8% en 2012 et légère reprise de 0,1% en 2013) et, dans une moindre mesure, la France (croissance du PIB de 0,5% et de 1%, respectivement en 2012 et 2013). (Source : FMI, Avril 2012).
 - Remise en cause de la qualité de crédit de plusieurs pays européens (perte du triple A de la France (à AA+ par Standard & Poor's), rétrogradation de la notation de l'Espagne de A3 à Baa3 par l'agence Moody's en juin 2012, soit juste un cran par rapport au rang spéculatif; niveau presque comparable à la notation souveraine du Maroc : Fitch Ratings (BBB-/stable); Standard & Poor's (BBB-/stable), Moody's (Ba1/stable).



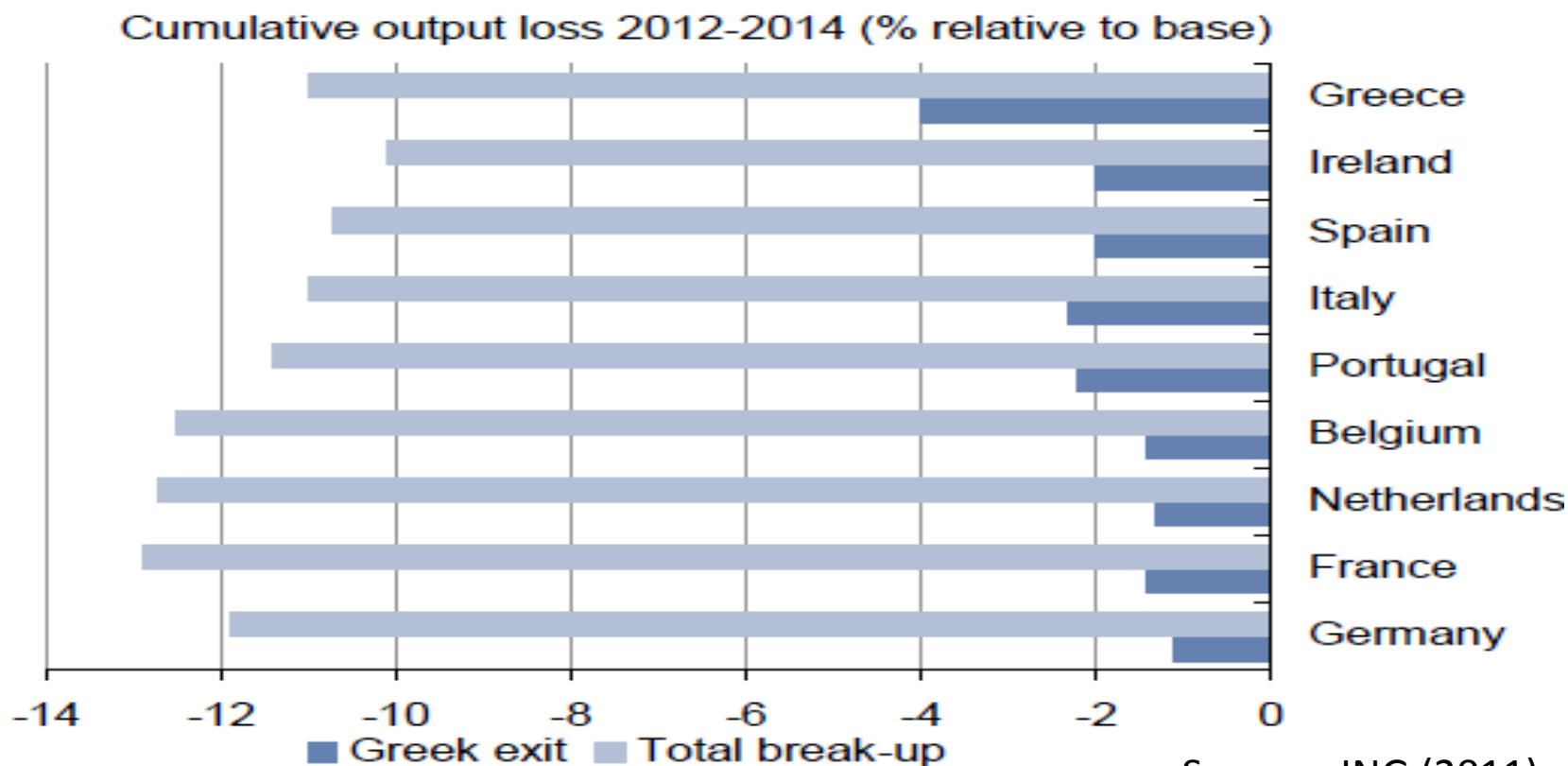
2.2. Morosité de la situation économique en Europe, affectant les perspectives de l'économie marocaine (suite 1)

- ❖ Les chocs induits par la crise mondiale en général et par la crise en Europe, en particulier, commencent déjà à se faire sentir sur le Maroc par le canal des échanges extérieurs. A fin avril 2012 et par rapport à la même période de 2011, il a été enregistré :
 - une baisse des exportations de vêtements confectionnés et celles des produits alimentaires, respectivement de 2% et de 7% ;
 - une faible progression des recettes voyages (1%) ;
 - un repli des investissements et des prêts étrangers de 1,6% (22,7% par rapport à la moyenne 2007-2011).

- ❖ Ces évolutions pourraient s'amplifier, en cas d'enlisement de la crise dans la zone euro (scénario de sortie de la Grèce ou en cas d'éclatement éventuel de l'Union Economique et Monétaire, même si ce dernier scénario est peu vraisemblable).



2.2. Morosité de la situation économique en Europe, affectant les perspectives de l'économie marocaine (suite 2)

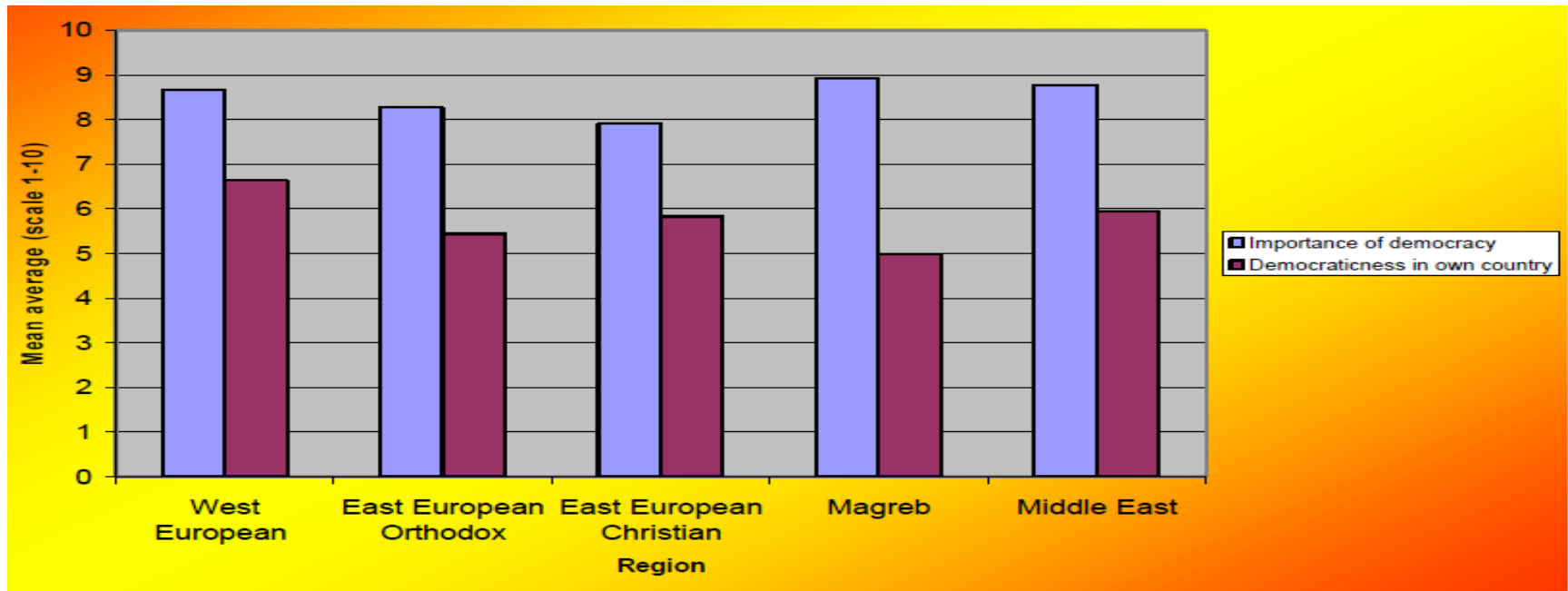


Perte de production cumulée des pays de la zone euro dans le cas d'une sortie de la Grèce et dans le cas d'un éventuel éclatement de la zone euro (dépassant 10% du PIB en Espagne et 12% du PIB en France entre 2012-2014).



2.3. Transformations sociopolitiques au sud et à l'est de la Méditerranée

- ❖ Des transformations sociopolitiques inédites qui :
 - reflètent dans leur ensemble une situation d'accumulation des déficits en termes de démocratie, de droits de l'Homme, de gouvernance ...
 - traduisent les aspirations des pays de la rive sud de la Méditerranée aux mêmes valeurs de démocratie et de liberté que celles dont bénéficient les populations de la rive nord : convergence des valeurs.



Source : Enquête Mondiale sur les Valeurs (WCS, 2007)



2.3. Transformations sociopolitiques au sud et à l'est de la Méditerranée (suite 1)

- ❖ Des transformations qui reflètent, également, l'effet limité du modèle de partenariat euro-méditerranéen (résultats mitigés du processus de Barcelone et des initiatives qui lui ont succédé à constituer un vecteur de croissance, de stabilité et de prospérité partagée) :
 - Les accords de libre échange (somme toute incomplets vu qu'ils ne favorisent pas la libre circulation des personnes et ne s'accompagnent que d'une faible mobilité du capital) ont créé des distorsions au niveau des économies sud-méditerranéennes (dégradation des équilibres extérieurs, effet d'éviction sur la production locale, accroissement du chômage, notamment des jeunes...).
 - Les questions liées à la démocratie, aux droits de l'Homme et à la gouvernance n'ont pas été suffisamment prises en compte dans le partenariat.
 - L'approche sécuritaire adoptée par l'Europe pour gérer certaines problématiques sensibles (menace islamiste, immigration clandestine...) s'est avérée peu efficace, voire contreproductive.



2.3. Transformations sociopolitiques au sud et à l'est de la Méditerranée (suite 2)

En plus des pertes humaines, ces transformations ont généré un coût économique évalué par le Cabinet International Geopolicity (sur la base des estimations de croissance du FMI) à 55,84 milliards de dollars, de janvier à septembre 2011: 20,56 milliards en pertes de production et 35,28 milliards en pertes pour les finances publiques.

Country	Costs to GDP	Cost to Public Finances:
Libya	US\$ 7.67 billion	US\$ 6.49 billion
Syria	US\$ 6.07 billion	US\$ 21.22 billion
Egypt	US\$ 4.27 billion	US\$ 5.52 billion
Tunisia	US\$ 2.03 billion	US\$ 0.49 billion
Bahrain	US\$ 0.39 billion	US\$ 0.69 billion
Yemen	US\$ 0.12 billion	US\$ 0.86 billion
Sub-Totals²	US\$ 20.56 billion	US\$ 35.28 billion

Source : Geopolicity, Rethinking the Arab Spring (Octobre 2011), Based on IMF Growth Projections



2.2. Transformations sociopolitiques au sud et à l'est de la Méditerranée (suite 3)

- ❖ Nonobstant les perspectives qu'elles offrent en termes de transition démocratique, les mutations à l'œuvre dans certains pays sud-est-méditerranéens demeurent assujetties à d'importantes incertitudes qui ne seraient pas sans effets sur les relations avec l'Union Européenne :
 - ✓ Transition politique difficile, mettant à rude épreuve la légitimité des pouvoirs en place, avec tous les effets potentiels qui en découlent sur le plan sécuritaire ;
 - ✓ Perspectives économiques incertaines, affectant les échanges commerciaux avec les pays euro-méditerranéens ;
 - ✓ Contraintes liées à l'aversion des investisseurs au risque inhérent à la région sud et est de la Méditerranée et effets de contagion pour certains secteurs d'activité (tourisme, entre autres).



3. PERSPECTIVES EURO-MÉDITERRANÉENNES : QUEL RÔLE POUR L'EUROPE ET POUR LE MAROC ?



3.1. Vers un nouveau paradigme de partenariat euro-méditerranéen

- ❖ Les évolutions à l'œuvre dans le voisinage remettent à l'ordre du jour la nécessité de renforcer l'intégration euro-méditerranéenne pour :
 - élargir le spectre de la croissance, en tirant profit des multiples complémentarités existantes ;
 - accélérer la convergence et la transition des pays de la rive sud et est de la Méditerranée sur le plan politique, économique, démocratique et institutionnel ;
 - permettre à la région dans son ensemble de faire face aux pressions concurrentielles, générées par un contexte international en mutation rapide et caractérisé par la forte croissance des BRIC.



3.1. Vers un nouveau paradigme de partenariat euro-méditerranéen (suite 1)

- ❖ Pour cela, un nouveau paradigme de partenariat, axé sur des approches renouvelées s'avère nécessaire :
- ✓ Passage du libre échange au développement d'avantages compétitifs en vue de préparer l'intégration euro-méditerranéenne ;
- ✓ Transition vers un modèle de développement davantage inclusif avec, comme priorité, l'amélioration du contenu en emplois de la croissance économique en vue de l'inscrire sur un sentier de progrès auto-entretenu (développement des branches d'activités à forte valeur ajoutée, promotion de l'innovation, renforcement des capacités institutionnelles....) ;
- ✓ Valorisation du capital humain, en veillant à ce que le système d'éducation et d'enseignement soit indexé sur les besoins actuels et futurs du tissu productif. Ce faisant, le capital humain pourrait s'ériger en tant que facteur clé du renforcement de la compétitivité, de l'emploi et de la cohésion sociale ;
- ✓ Promotion d'un système de gouvernance efficient, à même de favoriser la répartition équitable des fruits de la croissance au profit de toutes les catégories sociales et de l'ensemble des territoires d'un pays.



3.1. Vers un nouveau paradigme de partenariat euro-méditerranéen (suite 2)

- ❖ La nécessité de résoudre les questions de croissance et de stabilité sociopolitique, quoique prioritaires, ne devrait pas occulter certaines problématiques structurelles qui déterminent l'avenir de la région euro-méditerranéenne dont, notamment, l'adaptation aux conséquences du changement climatique ;
- Au niveau de la région de la Méditerranée, les scénarios du GIEC prévoient une augmentation de la température, à l'horizon 2100 par rapport à 1990, comprise entre 2,2 degrés et 5,1 degrés, nettement plus élevée que la moyenne mondiale.
- La région méditerranéenne ne dispose, aujourd'hui, que de 3% des ressources mondiales en eau pour 7% de la population mondiale, avec des évolutions contrastées en termes de disponibilité en eau par habitant selon les pays. Certains pays auront même des réserves en eau qui n'excèderaient pas 100 mètres cubes par habitant et par an à l'horizon 2025.



3.1. Vers un nouveau paradigme de partenariat euro-méditerranéen (suite 3)

- ❖ Coopération dans les domaines liés aux énergies propres (solaire, éolien) pour développer la sécurité énergétique de la région et favoriser sa compétitivité face à ses principaux concurrents :
 - La région sud-méditerranéenne dispose d'un potentiel considérable d'énergie solaire grâce à un ensoleillement parmi les plus élevés au monde (environ 5 kWh/m²/jour), de multiples sites favorables aux éoliennes, des ressources géothermiques notables (comme par exemple en Turquie) et des possibilités significatives de développement de la petite hydroélectricité.
 - L'adoption d'une vision énergétique intégrée à long terme au niveau de la Méditerranée rend nécessaire d'œuvrer notamment en faveur de :
 - ✓ la mise en place de mécanismes institutionnels favorisant le transfert de savoir-faire, de compétences et de technologies.
 - ✓ l'encouragement des activités de recherche-développement dans le domaine des énergies renouvelables requiert aussi l'émergence de pôles de compétitivité, de clusters et de centres de recherche euro-méditerranéens dans ces secteurs porteurs, qui sont riches en emplois.
 - ✓ la création d'un centre financier régional des énergies renouvelables.



3.2. Renforcement du partenariat euro-méditerranéen : quel rôle pour l'Europe ?

- ❖ Contribuer à l'ancrage des valeurs de démocratie et de l'Etat de droits dans les pays concernés ;
- ❖ Apporter, malgré la crise de la zone euro, un soutien économique et financier aux pays sud-méditerranéens dans cette phase de transition démocratique ;
- ❖ Intégrer dans le partenariat euro-méditerranéen la question de la jeunesse ;
- ❖ Tendre vers un rééquilibrage des relations de partenariat avec les pays du sud et de l'est de la Méditerranée en vue de les aider à atteindre un niveau comparable à celui dont bénéficient les pays de l'Europe de l'Est.

3.3. Renforcement de la coopération régionale : quel rôle pour le Maroc ?

❖ Le Maroc, pays le plus avancé dans ses relations avec l'Europe et en matière de réformes, peut jouer un rôle de catalyseur au niveau de sa région. Son expérience dans la conduite des processus transitionnels (politique, économique et social) pourrait être mise à contribution au profit des pays sud-méditerranéens, engagés dans un processus de transition démocratique.

❖ La réussite du statut avancé Maroc-Union européenne (accélération de la convergence réglementaire, coopération multidimensionnelle, développement des relations entre les acteurs...) pourrait inciter d'autres pays de la région à adhérer à une approche similaire.



3.3. Renforcement de la coopération régionale : quel rôle pour le Maroc ? (suite 1)

- ❖ Le rôle du Maroc est incontournable en tant que relais entre l'Europe et l'Afrique sub-saharienne :
 - Expérience déjà acquise au niveau de la coopération triangulaire (bailleurs de fonds étrangers, expertise marocaine, projets de développement humain en Afrique) qui pourrait être approfondie et élargie à d'autres secteurs et pays ;
 - Rôle de courroie de transmission des valeurs de démocratie et de progrès économique et social ;
 - Partenariat Europe-Maroc-Afrique subsaharienne, en complément au partenariat euro-méditerranéen dans le but de renforcer le poids de la région sur le plan géopolitique et géoéconomique mondial ;
 - Plusieurs atouts pour le Maroc pour développer la coopération avec l'Afrique subsaharienne (sa profondeur stratégique) : présence des entreprises marocaines en Afrique, liens culturels forts...



MERCI POUR VOTRE ATTENTION

www.ires.ma

